

7 juillet 2005 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, notamment sur la lutte contre le terrorisme et le changement climatique, à Gleneagles le 7 juillet 2005.

Bonjour Mesdames, bonjour Messieurs,

Je salue tous les journalistes d'où qu'ils viennent et notamment les collègues français. Ce Sommet a été marqué ce matin par la terrible nouvelle des attentats de Londres qui ont profondément choqué tout ses membres. Une action terroriste qui, une fois de plus, ignorant tout sentiment humain, a fait des dizaines de victimes civiles qui, naturellement, n'assumaient aucune responsabilité d'aucune sorte et d'aucune nature et qui ont été atteintes dans leur vie, dans leur corps, dans leur dignité par des sauvages.

Alors, bien entendu, nous avons été unanimes et solidaires, les Huit et les Cinq qui nous ont rejoints, pour condamner, cela va de soi, et pour exprimer au peuple britannique tout entier, notamment aux Londoniens, mais aussi à Sa Majesté la Reine et au Premier ministre et à toutes les autorités civiles et militaires du Royaume, notre profonde émotion, notre compassion et notre solidarité.

Tout naturellement, le Premier ministre Tony BLAIR a rejoint Londres, ce qu'il devait faire pour assumer ses responsabilités et apporter sa compassion personnelle aux victimes et à leurs familles et nous avons continué nos travaux, ce qui était légitime. Je ne sais pas si les terroristes avaient pour ambition de nous empêcher de travailler, si tel était le cas, ils n'auront pas réussi. La seule chose qu'ils ont réussie, c'est de renforcer encore la solidarité entre les treize nations qui étaient autour de la table.

Je voudrais également, autre drame inexcusable, condamner avec la plus grande fermeté, l'assassinat odieux de l'Ambassadeur, le diplomate égyptien, Ambassadeur d'Egypte en Irak. J'ai eu l'occasion, de même d'ailleurs que les autres chefs d'Etat et de gouvernement, d'adresser au Président Hosni MOUBARAK nos très sincères condoléances et, là aussi, notre solidarité.

Nous avons continué à travailler. Alors, ce matin, nous avons discuté d'abord de la situation économique mondiale. Un tour d'horizon utile pour que chacun comprenne bien les inquiétudes et les problèmes des autres. J'ai, pour ma part, rendu compte de la poursuite des réformes qui ont été engagées en France et j'ai eu l'occasion d'évoquer, avec d'autres les préoccupations qui sont les nôtres pour ce qui concerne le pétrole et notamment la nécessité de travailler de façon mieux coordonnée pour la gestion du pétrole et la maîtrise de ses cours et également les taux de change qui sont actuellement une préoccupation pour chacun d'entre nous. Et puis, nous sommes arrivés à ce qui était la substance de notre discussion d'aujourd'hui, c'est-à-dire le changement climatique en général et notamment en relation avec le développement des pays émergents, dont cinq éminents représentants étaient autour de la table.

Alors, comme vous le savez probablement, j'ai soutenu dès le départ la proposition du Premier ministre britannique, M. BLAIR, d'en faire une des deux priorités du G8 : le changement climatique et l'aide au développement à l'Afrique. Nous avons travaillé, la France et le Royaume-Uni, la main dans la main pendant toute la préparation de ce G8 et naturellement au moment de la négociation. Pour une raison simple, c'est qu'à l'évidence il y a eu urgence. Le changement climatique est une réalité qui est terriblement menaçante, qui est dangereuse pour nos modes de vie. dont l'homme est évidemment le premier responsable et dont il sera. aussi. la victime.

me, sans même se reconnaître le premier responsable et sans le dire, vous, la femme.

Il est tout de même frappant de constater, on a pu s'interroger dans le passé, sur les rapports entre notamment les émissions de gaz à effet de serre et les modifications climatiques.

Aujourd'hui, on ne peut plus s'interroger. Tous les scientifiques les plus compétents se sont prononcés et de façon, aujourd'hui, unanime. C'est ce qu'ont rappelé notamment les déclarations des huit académies des sciences unanimes, des huit pays du G8. Je crois que c'est sans précédent. Elles ont été rejointes dans ce diagnostic par une déclaration identique de la part des académies des sciences de la Chine, l'Inde et du Brésil.

Après l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto -c'était en février dernier- nous devons donc aller de l'avant pour que tous les pays industrialisés s'engagent pour impliquer davantage les pays émergents au moment capital où ils font des choix énergétiques dans le cadre de leur développement qui vont marquer les cinquante prochaines années. Donc, il y a la nécessité d'une association étroite entre les pays industrialisés et les pays émergents pour maîtriser ce phénomène.

Nous avons beaucoup travaillé au cours des derniers mois pour tenter de rapprocher les positions, celles des sept pays membres du G8 qui ont approuvé le protocole de Kyoto et celle des États-Unis qui divergeait quelque peu. Au cours de ces derniers jours, l'évolution de la négociation m'a vite amené, pour ce qui concerne la France, à rappeler quelles étaient les conditions pour qu'un accord soit possible. Je vais y revenir d'un mot. Nous avons constaté effectivement une évolution. Une évolution sensible de la position américaine qui permettait de s'orienter et je pense, si tout est confirmé, vers un accord qui sera un pas important -non pas décisif, ils ne le sont jamais dans ce domaine-, mais important, vers une amélioration de la situation.

En effet, sur la science, j'avais, certains d'entre vous le savent, défini cinq conditions qui me paraissaient être à la base d'un accord possible. Sur la science, la déclaration qui va être agréée, je pense, devrait reconnaître la réalité du changement climatique et la responsabilité humaine, notamment la part des combustibles fossiles. Sur l'urgence, le deuxième point, la déclaration devrait insister sur le fait qu'il faut agir dès maintenant pour ralentir l'augmentation des gaz à effet de serre en vue de stabiliser et de réduire ces émissions. Et cela c'est une avancée réelle. Le troisième point, c'était sur Kyoto qu'il n'était pas, au départ, envisagé même de citer, alors que c'est pour nous la loi. Et sur Kyoto, il devrait y avoir deux références dans les textes que nous allons examiner. Pour nous, le protocole de Kyoto demeure, à l'évidence, le cadre naturel qui doit régir dans ce domaine l'action internationale. Nous nous voyons réaffirmer aussi notre engagement commun à mettre en oeuvre la convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique dont tous les pays du G8, je le rappelle, tous, sont membres. Et nous devrions pouvoir négocier, dans ce forum, une action collective à long terme.

Sur les mécanismes de marché, enfin, c'était la cinquième condition, nous devrions lancer un dialogue, c'est un premier pas, sur les synergies possibles entre le marché européen des permis d'émissions, sous le régime de Kyoto par conséquent, et les mécanismes similaires qui existent aux États-Unis et qui, jusqu'ici, avaient été exclus de toute possibilité par les Américains eux-mêmes, de synergie entre les deux systèmes. L'accord auquel nous devrions parvenir est un accord important, même s'il ne va pas aussi loin que, pour ma part, je l'aurais souhaité. Mais il a une vertu essentielle à mes yeux, c'est de rétablir le dialogue et la coopération entre les sept de Kyoto et les États-Unis sur un sujet capital et sur lequel il est essentiel d'avoir une action coordonnée et une synergie forte.

C'est le point, à mes yeux, le plus important de ce qui figure dans cette résolution, dans la mesure où elle sera définitivement adoptée. Cela constitue aussi un signal important en direction des pays émergents et il est tout à fait évident que la position commune vers laquelle nous nous orientons a été décisive dans l'attitude et les conclusions qui ont été tirées, notamment par les cinq pays émergents qui étaient avec nous autour de la table aujourd'hui. Nous allons donc lancer un dialogue avec ces pays émergents, portant notamment sur les transferts de technologies et le financement de leur développement propre, et leur développement énergétique propre, et un rendez-vous est fixé au G8 de 2008 qui se tiendra au Japon.

J'ai proposé que ce dialogue explore de nouvelles pistes de coopération scientifique et

industrielle, de nouveaux mécanismes de marchés adaptés à leur situation, à la situation des pays émergents et de nouveaux financements pour leur développement propre.

L'an prochain, la priorité de la présidence russe -et le Président russe nous l'a confirmé- sera la sécurité énergétique et complètera utilement celle du changement climatique qui était retenue par la présidence britannique, cette année, les deux sujets étant naturellement tout à fait intimement liés. Et je me réjouis de ce choix de la future présidence russe.

Enfin, et nous en sortons, nous avons fait le point avec l'envoyé du quartet dans la région du Moyen-Orient, M. James WOLFENSOHN, sur le retrait israélien de Gaza. Il faut absolument réussir ce retrait, il faut l'inscrire dans la perspective de la feuille de route. Et je dois dire que nous avons écouté avec beaucoup d'attention M. WOLFENSOHN qui a fait un travail admirable de ténacité, d'intelligence, qui a vraiment cerné le problème avec beaucoup de finesse et de volonté de réussir. Nous l'avons tous chaleureusement félicité. Pour ma part, j'ai proposé qu'une conférence internationale se réunisse pour donner suite aux propositions que nous fait et que nous fera M. WOLFENSOHN.

Voilà pour la réunion d'aujourd'hui. Par ailleurs, j'ai eu deux entretiens bilatéraux qui, pour, moi étaient importants. L'un avec le Président chinois, M. HU Jintao et l'autre avec le Premier ministre indien.

QUESTION - Monsieur le Président, merci beaucoup, je sais que c'est demain que vous allez toucher à l'Afrique, mais l'impatience est telle que nous avons quelques difficultés à attendre demain. Maintenant, vous vous accordez à dire que les subventions que la PAC ont un effet sur le modèle de production en Afrique, et sur nos producteurs, mais aussi ont un impact vers une plus grande extraversion de nos modèles de consommation. Je parle en tant qu'organisation internationale des consommateurs. Votre collègue des Etats-Unis a fait une proposition disant qu'il serait prêt à envisager la suppression des subventions en 2010, ce qui nous paraît très loin, que proposez-vous ?

LE PRESIDENT - Je voudrais tout d'abord rappeler que, s'agissant de la suppression des subventions, l'Union européenne s'est déjà prononcée, c'était en 2004, sur la suppression totale, je parle des subventions agricoles, à condition naturellement que les autres grands pays producteurs et exportateurs fassent de même, ce qui jusqu'ici n'a pas été le cas. Cela supposait notamment une révision totale de l'aide alimentaire, qui est un élément très perturbateur pour les producteurs, notamment africains. Cela supposait également la remise en cause des sociétés d'Etat commerciales et un certain nombre d'autres avantages indus qui doivent être supprimés pour qu'il y ait un avantage réel des pays en développement.

Alors, vous dites que le Président américain a fait à cet égard une proposition, il ne l'a pas faite, en tous les cas officiellement, ni au G8, peut-être la fera-t-il demain. Comme vous l'avez remarqué, c'est demain que nous parlerons de ces problèmes, il est donc légitime qu'on attende. Je voulais simplement vous indiquer notre position et elle est simple : nous nous avons déjà collectivement, au niveau de l'Union européenne décidé, nous attendons simplement maintenant que nos amis américains fassent de même. Voyez pourquoi cela arrivera tout de suite et pas en 2010.

Nous avons d'ailleurs un problème spécifique qui intéresse particulièrement certains pays africains et notamment africains francophones qui est, dans l'état actuel des choses, le non-respect de la condamnation dont les Américains ont été l'objet pour ce qui concerne le coton. Et nous souhaitons d'urgence, parce que cela c'est vital pour un certain nombre de producteurs africains, notamment de quatre ou cinq pays, que cette décision soit mise en vigueur le plus rapidement possible.

QUESTION - La politique anti-terroriste menée à l'échelle internationale ne semble pas mener ses fruits. Est-il opportun de la poursuivre ?

LE PRESIDENT - Le moins que l'on puisse en dire, c'est que l'expérience prouve qu'il faut effectivement la poursuivre et l'amplifier. L'amplifier dans ses moyens et dans la détermination avec laquelle elle est mise en oeuvre.

QUESTION - Avec la tragédie de Londres ce matin, il y a une union sacrée, vous étiez huit ce

matin. Comment peut-on justement renforcer la lutte contre le terrorisme. Il y a eu des dispositions qui ont été prises par les Nations Unies après le 11 septembre, il y a eu le 11 mars à Madrid. Que peut-on faire de plus aujourd'hui ?

LE PRESIDENT - D'abord c'est vrai, depuis le 11 septembre, il y a eu un considérable renforcement des moyens de lutte contre le terrorisme et de la coordination de ces moyens. C'est vrai qu'il n'y a plus de situation, enfin, il n'y a plus rien de commun entre les moyens mis en oeuvre et leur coordination entre les principaux pays concernés aujourd'hui et ceux que l'on connaissait il y a quelques années.

Néanmoins, le terrorisme est un drame permanent, on pourrait discuter longuement de ce qui le sous-tend et des raisons pour lesquelles il se développe, je ne rentrerais pas dans ce débat aujourd'hui. Tout ce que je peux vous dire, c'est que notre détermination, en permanence, c'est le renforcement des moyens de lutte contre le terrorisme. Nous avons par exemple, en France, pris des dispositions qui n'ont rien à voir avec ce que l'on connaissait il y a quelques années et ce matin même, la première chose que j'ai faite en appelant le Premier Ministre c'était de lui demander de prendre toutes les dispositions nécessaires pour renforcer encore les moyens dont nous disposons à cet égard.

J'ajoute que la coopération entre nos services de sécurité des grands pays concernés, qu'il s'agisse de pays émergents, de pays en développement ou de pays industrialisés n'a jamais été aussi intense. On peut toujours faire mieux et chaque jour je dirais que, dans ce domaine, on fait un peu mieux et que cela n'empêche pas les actions terroristes. Peut-être que si nous n'avions pas fait ces efforts considérables en matière de moyens et de coordination, il y en aurait beaucoup plus, Ce serait même probable.

QUESTION - Lorsqu'il y a eu confirmation des attentats de Londres, comment Tony BLAIR a-t-il réagi et vous a-t-il demandé conseil pour savoir s'il devait ou non maintenir le G8, et par ailleurs, y a t il eu débat entre vous sur la continuation ou non du G8 ?

LE PRESIDENT - C'est une curieuse question. Le Premier Ministre, vous me demandez quelle est la réaction qu'il a eue : la réaction que tout Premier Ministre aurait eue, c'est-à-dire d'abord la consternation et ensuite la volonté de maîtriser la situation, ce qu'il a parfaitement fait. Il a immédiatement décidé, et, à juste titre, de se rendre à Londres et, après avoir fait un très rapide tour de table, il a décidé de confier à l'un de ses collaborateurs la présidence, de façon à ce que l'on continue à travailler et que l'ordre du jour soit assumé.

D'abord parce que c'était nécessaire et ensuite pour ne pas donner à certains la satisfaction de voir qu'ils auraient pu perturber nos travaux. Donc je trouve que le Premier Ministre a fait ce qu'il fallait, comme il fallait, au moment où il le fallait.

QUESTION - Est-ce que vous pensez que les attentats auxquels vous avez fait allusion ont changé le climat politique de ce G8, par exemple, on n'attendait pas d'accord sur le climat et c'est une espèce de divine surprise, vous annoncez un accord sur le climat et pas n'importe quoi, puisque c'est entre l'Europe, une grande partie de l'Europe et les Etats-Unis. Et question annexe, est-ce que vous pensez que, pour les prochains G8, il faudrait en revenir aux préoccupations économiques classiques qui étaient celles des précédents G8 et notamment de celui organisé, le premier, en France.

LE PRESIDENT - Tout d'abord, ces attentats ont sans aucun doute renforcé la solidarité entre les Huit et, je dirais même, entre les Huit et les Cinq, cela ne fait aucun doute, vous avez raison. Et les égoïsmes naturels se sont effacés, alors je ne dirais pas que c'est à cela que l'on doit d'avoir trouvé un accord sur le climat, c'est un accord auquel on a travaillé depuis plusieurs jours avec beaucoup de force, de détermination et de volonté. Depuis quinze jours, je dirais que les sherpas y ont passé un nombre considérable d'heures et on a bien senti que les Etats-Unis, depuis quelques jours, marquaient une ouverture pour qu'un accord soit possible. Donc il n'y a pas de lien entre un accord sur le climat et les événements dramatiques de Londres.

Le retour aux préoccupations du passé : tout à fait à l'origine, c'est vrai que les principaux pays industrialisés avaient décidé de se réunir pour, je ne dirais pas gérer, naturellement, parce qu'ils n'ont pas vocation à décider, mais pour analyser ensemble les problèmes économiques, pour renforcer la solidarité. C'est toujours la préoccupation. et on parle toujours des problèmes

remettre la condamner à ces sujets la préoccupation, et en fait les sujets des problèmes économiques, mais très rapidement. Il y a déjà longtemps, on a sélectionné un certain nombre de sujets, je prends un exemple, le premier G8 qui s'appelait G7, d'ailleurs à l'époque, que j'ai présidé, c'était à Lyon et c'était en 1996, et c'est là que j'ai proposé et obtenu que l'on engage un processus pour annuler les dettes des pays les plus endettés et les plus pauvres, et le processus a été long, à porté ces fruits.

J'ai pris cet exemple mais j'aurais pu en prendre d'autres, c'est un exemple auquel j'étais particulièrement attaché, c'est pour cela que je le souligne. J'aurais pu en prendre d'autres, on a régulièrement pris des décisions importantes qui n'étaient pas de nature économique. Au G8, nous avons pris aussi des décisions très importantes en matière de renforcement de l'action anti-terroriste, des décisions très importantes que l'on aurait pas prises sans cela et qui exigeaient une remise en cause, en quelque sorte, des réactions spontanées naturelles, de chaque Etat souverain, notamment des plus importants d'entre eux.

QUESTION - A quoi attribuez-vous le revirement des Etats-Unis sur le changement climatique ?

LE PRESIDENT - Je ne veux pas préjuger, je ne veux pas non plus affirmer ce que je ne sais pas de façon réelle ou précise. Je pense qu'il y a tout de même le poids de la solidarité internationale. Les sept pratiquement sept pays étaient d'accord, les sept qui ont signé et ratifié Kyoto. Deuxièmement, j'ai observé, je ne porte pas de jugement, mais j'ai observé qu'aux Etats-Unis même, il y a un mouvement d'inquiétude et de prise en compte de ces problèmes. Et puis troisièmement, à partir du moment où l'un des pays, notamment la France avait décidé de mettre un certain nombre de conditions en deçà desquelles elle n'était pas disposée à approuver, cela posait un problème politique pour tout le monde, parce qu'au G8, chacun le sait, on décide par consensus.

Ce qui veut dire que s'il n'y a pas consensus parce qu'un ou plusieurs pays - et nous n'aurions probablement pas été le seul, nous aurions été soutenus -, ne sont pas d'accord, alors il n'y a pas de décisions, il n'y a pas de déclaration. Alors on dit pourquoi il n'y a pas de déclaration, qui est-ce qui s'y est opposé, on s'y est opposé parce qu'on est pas allé assez loin sur tel ou tel point. Donc je pense que cela aussi cela a été un élément de la réflexion des Américains qui a permis, je ne dirais pas, de donner satisfaction, à tout ce que nous avions ensemble souhaité, les autres, et notamment la France, mais de faire un pas important en avant.

Et pour moi, je le répète, c'était décisif, non pas seulement à cause des progrès que cela permettait mais parce que nous ne réussirons pas à maîtriser le problème du changement climatique si on n'est pas ensemble résolu à le faire. Or là, nous étions divisés, séparés, et donc incohérents. Et par conséquent, l'essentiel à mes yeux ce n'était pas seulement que l'on ait satisfaction sur tel ou tel point que j'avais proposé, mais qu'on ait pu rétablir un processus de cohérence, qui suppose l'union.

QUESTION - Monsieur le Président, votre engagement militaire en Côte d'Ivoire semble n'avoir mené à rien, qu'est-ce que la France fait exactement en Côte d'Ivoire ?

LE PRESIDENT - D'abord la France y est à la demande du gouvernement ivoirien et en application des accords qui existent entre la France et le gouvernement ivoirien et qui n'ont pas été remis en cause, mais cela c'est historique. La France y est aujourd'hui sous mandat de l'ONU, sous mandat de l'Union africaine et sous mandat de la CEDEAO. La France n'y est pas en tant que France, la France est là -bas avec un mandat de l'ONU, à la demande expresse de l'ensemble de l'Union africaine et de l'ensemble de la CEDEAO. Voilà pourquoi la France est là -bas. Et la France ne cherche pas à s'imposer, j'ai toujours dit que s'il n'y avait plus de mandat, la France n'avait aucune raison de rester.